

Trame de fiche d'intervention régionalisée Bourgogne-Franche-Comté – FEADER 2023 – 2027

	Version du 21/04/2022
Article du PSN	73
Fiche PSN n°	73.03
Libellé de l'intervention PSN régionalisée	Investissements dans les IAA
Objectifs particuliers du document de mise en œuvre	
Décrire les objectifs du document de mise en œuvre (préciser les modalités d'octroi des aides, etc)	<p>Appel à projets</p> <p>Païement associé</p>
Description de l'intervention	
A. Actions éligibles	
Liste des investissements/actions éligibles	<p>Sont éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'achat de matériels et équipements neufs ; - L'aménagements et équipements spécifiques aux IAA - L'achat et les travaux d'installations de pré-traitement et de traitement des effluents sauf lorsqu'ils sont éligibles à un programme d'une agence de l'eau (dans ce cas, les travaux seront financés par l'Agence de l'Eau) : vérification lors des contrôles croisés

<p>Liste des investissements/actions éligibles</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses d'installation électriques et de plomberie lorsque le lien avec le process est démontré ; - Les silos et leur environnement ; - L'achat de logiciel s'il est rattaché à l'investissement ; - Frais généraux : plans et études liés spécifiquement aux investissements aidés ; - Les ateliers de transformation et commercialisation collectifs (suivant les critères d'éligibilité des bénéficiaires) - L'amélioration de matériels existants avec des matériels neufs permettant l'augmentation de la performance de l'entreprise (à démontrer par le porteur de projet) ; - Le matériel de vente sur place - Définition « Vente sur Place » : <p>Les investissements matériels relatifs aux magasins de détail peuvent constituer une dépense éligible lorsque les trois conditions suivantes sont remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ils sont le complément d'un investissement industriel - Ils sont situés dans les locaux de l'unité de production (ou en lien direct avec celle-ci) - Ils sont utilisés à hauteur d'au moins 80% du CA du magasin de vente, pour commercialiser les produits issus de l'activité industrielle <ul style="list-style-type: none"> - Le matériel roulant nécessaire au processus de production et voué à rester sur le site de production ; - Les abattoirs.
<p>Inéligibilités</p>	<p>Sont inéligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les investissements financés par voie de crédit-bail ; - Le matériel d'occasion ; - L'auto-construction ; - La remise en état/rénovation de matériel existant ;

Inéligibilités

- La location de matériel ;
- Le remplacement à l'identique (l'impact sur la performance de l'entreprise devra être démontré) ;
- Les locaux sociaux (à l'exception du sas d'hygiène) ;
- Les honoraires de montage des dossiers, études (pré-maitrise d'œuvre et liées à la construction) et maîtrise d'œuvre ;
- Le commerce de détail ;
- L'immobilier d'entreprise non spécifique aux IAA (fondations, gros œuvre...) ;
- Les constructions, matériels, travaux, équipements destinés à des usages non productifs (locaux adm, sociaux, mat de bureau, logements, aménagements extérieurs...) ;
- Le matériel roulant non lié à la production et non voué à rester sur le site de l'entreprise) ;
- Les abattoirs mobiles ;
- L'ensemble des coûts rendus inéligibles par les règlements européens :
 - (a) l'achat de droits de production agricole ;
 - (b) l'achat de droits au paiement ;
 - (c) l'achat de terrains pour un montant supérieur à 10 % du total des dépenses éligibles pour l'opération concernée, à l'exception de l'achat de terrains pour la conservation de l'environnement et la préservation des sols riches en carbone ou des terrains achetés par de jeunes agriculteurs au moyen d'instruments financiers; dans le cas d'instruments financiers, ce plafond s'applique aux dépenses publiques éligibles payées au bénéficiaire final ou, en cas de garanties, au montant du prêt sous-jacent;
 - (d) l'achat d'animaux, de plantes annuelles et leur plantation dans un but autre que (i) la restauration du potentiel agricole ou forestier à la suite d'une catastrophe naturelle, d'événements climatiques défavorables ou d'un événement catastrophique, (ii) la protection du bétail contre les grands prédateurs ou son utilisation en foresterie à la place de machines, (iii) élever des races menacées au sens de l'article 2, paragraphe 24, du règlement (UE) n° 2016/1012 dans le cadre des engagements visés à l'article 65 ou (iv) conserver des variétés végétales menacées d'érosion génétique dans le cadre des engagements visés à l'article 65 ;
 - (e) taux d'intérêt sur la dette, sauf en ce qui concerne les subventions accordées sous la forme d'une bonification d'intérêt ou d'une subvention pour frais de garantie ;
 - (g) les investissements dans les infrastructures à grande échelle, tels que déterminés par les États membres dans le plan stratégique de la PAC, ne faisant pas partie des stratégies de développement local menées par la communauté énoncées à l'article 26 du règlement [RPC],

	<p>à l'exception du haut débit et des actions préventives contre les inondations ou la protection des côtes visant à réduire les conséquences de catastrophes naturelles probables, d'événements climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques ;</p> <p>(h) les investissements dans le boisement qui ne sont pas compatibles avec les objectifs climatiques et environnementaux conformes aux principes de gestion durable des forêts, tels qu'ils sont développés dans les Directives paneuropéennes pour le boisement et le reboisement.</p> <p>Les coûts rendus inéligibles par le PSN :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les frais d'établissement (frais d'enregistrement, d'inscription au registre du commerce...) b) Les intérêts débiteurs, les agios, les frais de change et autres frais financiers liés ou non à l'opération c) Les amendes, les pénalités financières, les frais de contentieux d) Les honoraires d'expertise comptable, de tenue et de certification de la comptabilité générale du bénéficiaire, sont inéligibles au titre des frais généraux sauf s'ils sont directement rattachables et nécessaires à la réalisation de l'opération et facturés spécifiquement e) Les dépenses de promotions f) Les investissements visant à se mettre en conformité avec une norme en vigueur g) L'achat de terrain, au-delà des limites prévues par la réglementation, les rachats d'actifs, les rachats d'actions h) L'acquisition d'animaux d'élevage, à des fins autres que la reconstitution du potentiel agricole, à la suite de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques.
<p>Conditions d'admissibilité</p>	<p>Conditions relatives aux produits entrants :</p> <p>Produits entrants : Produits annexe 1 TFUE avec plafond régional dérogatoire à jusqu'à 50% en volume de produits hors annexe 1. En volume = suivant les déclarations du porteur sur les quantités de produits entrants dans l'entreprise. Cette condition est à appliquer au niveau de l'entreprise.</p> <p>Les structures de production et de commercialisation éligibles sont celles qui disposent de plusieurs sources d'approvisionnement différentes.</p> <p>Conditions relatives aux ICPE et aux autres conditions administratives et réglementaires (Egalim 2) : L'entreprise doit avoir obtenu un avis favorable des autorités compétentes au plus tard le jour du Comité de sélection. (Expertise technique en cours)</p> <p>Ce point sera contrôlé à nouveau avant chaque demande de paiement.</p> <p>Les porteurs doivent remplir un autodiagnostic relatif à l'impact de leur activité sur l'environnement (ICPE et traitement des effluents)</p> <p>L'entreprise devra démontrer que les effluents générés par l'investissement pourront être traités.</p>

	Lorsqu'un permis de construire est nécessaire à la réalisation du projet, il doit être joint à la demande d'aide avant la date de complétude.
Lignes de partage PSN	Fiche d'intervention 73.01 « Diversification » : ne sont pas éligibles à la présente fiche tous les projets portés par des agriculteurs ou des collectifs d'agriculteurs composés à plus de 50% d'agriculteurs (sauf lorsque les sources d'approvisionnement sont majoritairement externes à l'exploitation).
Lignes de partage FESI	Aucune IAA n'est éligible au FEDER.
B. Bénéficiaires éligibles	
Liste des bénéficiaires éligibles (cas particuliers inclus)	Les entreprises au sens européen : toute entité exerçant une activité économique.
Nature et montant de l'aide	
A. Nature de l'aide	
Subvention / IF	Subvention
B. Taux d'aide	
Taux de base	Pour les projets dont les produits sortants font partie de l'annexe 1 du TFUE : Taux de base à 40%. Pour les projets dont les produits sortants sont hors annexe 1 du TFUE : application de régimes d'aide.
Majoration(s)	Pas de majoration
C. Calcul du montant de la subvention	
Plancher (en dépenses éligibles)	En fonction de la taille des entreprises : Micro-entreprises : 50 000 € HT de dépenses éligibles PME, ETI, GE : 100 000 € HT de dépenses éligibles

Plafonds	<p>Plafond pour toutes les entreprises, sans tenir compte de leur taille : 1,5 M € HT de dépenses éligibles par dossier.</p> <p>Plafond d'aide sur l'ensemble de la programmation par bénéficiaire : 1,8 M € d'aide publique.</p>
Sur-plafonds	Il n'existe pas de sur-plafonds pour ce dispositif.
Modalités de versement (acomptes)	<p>Il n'existe pas d'avances pour ce dispositif.</p> <p>Des acomptes sont possibles, dans la limite de 1 avec un seuil de dépenses de 30% et dans la limite de 80% de dépenses éligibles.</p>
Procédure	
Modalité de sélection des dossiers (principes de sélection + grille)	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'entreprise - SIQO, bio - Valorisation des productions agricoles locales (approvisionnements à préciser dans les annexes de la demande d'aide) - Valorisation des projets sous contractualisation - Valorisation des démarches RSE ou toute démarche liée à la performance environnementale - Amélioration des conditions de travail (diminution de la pénibilité) - Création et/ou maintien d'emplois liés au projet - Formes coopératives et structuration des filières (contractualisation amont/aval) - Structuration des territoires (vente directe et/ou circuit court et maintien d'une dynamique de territoire)

Eligibilité temporelle des dépenses	
Engagements du bénéficiaire	
Contrôles, conséquences et sanctions	

PROJET DEFECTUEL